

pas fait preuve de l'esprit d'entreprise qu'ont manifesté les fabricants de la grande république du sud.

L'association des manufacturiers canadiens elle-même ou un bon nombre de ceux qui en font partie, ont créé l'été dernier une association qui est intimement liée à l'association des manufacturiers, et que l'on a baptisée, si la mémoire ne me fait pas défaut: la Canadian Export Association. A la tête de l'association, on a mis deux gérants, qui sont en Angleterre depuis les derniers six mois.

On essaie, à l'heure actuelle, d'obtenir des commandes, lorsque, à mon sens, il eût été peut-être plus avantageux de recourir dès l'ouverture des hostilités à des méthodes que je viens de signaler. Je suis porté à conclure, cependant, si j'en crois le rapport que m'a communiqué l'un des gérants de l'association, à son retour, que nos manufacturiers recueillirent quelques profits du travail que ces messieurs ont accompli.

Outre toutes les démarches que nous avons tentées dans d'autres directions, nous avons fait des instances auprès du gouvernement anglais et auprès de chacun des gouvernements des pays alliés, de créer des commissions de ravitaillement au Canada.

Le gouvernement français a nommé la compagnie de la baie d'Hudson pour le représenter. Au début, il est possible que les pouvoirs de cette compagnie fussent assez restreints; mais, si mes renseignements sont exacts, depuis six mois, la compagnie de la baie d'Hudson jouit de pouvoirs assez étendus, et elle a maintenant le droit d'agir au nom du gouvernement français relativement à l'achat de toutes les fournitures que peut produire le Canada.

Nous avons invité le gouvernement français à adopter cette politique; à maintes et maintes reprises, nous lui avons signalé, non seulement par l'entremise du gouvernement britannique, mais aussi par l'entremise du consul général de France à Montréal, les occasions qu'offre le Canada à la France pour se procurer tous les approvisionnements dont elle a besoin. Nous avons suivi la même politique à l'égard du gouvernement de la Russie, et cela par l'entremise non seulement du gouvernement de la Grande-Bretagne, mais aussi du consul général de Russie à Montréal.

Je ne sais vraiment pas ce que nous aurions pu raisonnablement faire et que nous n'avons pas fait, depuis dix-huit mois, pour signaler aux gouvernements alliés les ressources du Canada. Je serai heureux de montrer au chef de l'opposition ou à n'im-

porte quel membre de la Chambre, la très volumineuse correspondance échangée à ce sujet depuis dix-huit mois. Il est vrai qu'elle est en grande partie confidentielle, mais si on la connaissait on verrait que le Gouvernement a compris toute l'importance qu'il y avait à fournir à nos manufacturiers et producteurs l'occasion de fabriquer et de vendre des articles devenus nécessaires par suite de cette malheureuse guerre.

M. TURRIFF: L'honorable député de Pictou aurait pu appliquer ses remarques aux pays alliés tout comme à la Grande-Bretagne. Il m'est arrivé, depuis quelques mois, de lire dans la presse que les commandes pour fournitures de bois de la Colombie-Anglaise doivent être données par l'entremise des Etats-Unis. L'honorable député a cité les chiffres concernant certaines commandes données par l'Angleterre aux Etats-Unis, mais la presse a publié dernièrement que des commandes représentant un total de \$2,000,000,000, pour fourniture de munitions et provisions de guerre ont été données aux Etats-Unis non seulement par la Grande-Bretagne, mais par les gouvernements alliés. Un de nos plus importants industriels de chemins de fer m'a dit, le mois dernier, qu'on avait vu jusqu'à vingt-cinq milles wagons de provisions commandées par le gouvernement russe, qui stationnaient sur les quais de New-York parce que l'agent n'avait pas encore réussi à se procurer des navires pour transborder ces provisions. Ce fut là une des causes de l'arrêt de trafic qui se fait sentir aux Etats-Unis et au Canada. Je ne saurais dire si ces wagons contenaient des obus ou d'autres articles. Je ne sais pas que le Canada ait encore produit un seul obus complet. S'il n'en a pas produit il n'a pu en fournir à la Russie; mais ces vingt mille wagons de provisions consignées à la Russie prouvent combien ce pays achète de marchandises aux Etats-Unis.

Il est raisonnable de croire qu'on aurait pu commander au Canada certaines des marchandises contenues dans ces wagons. Je ne dis pas que le Gouvernement n'a pas travaillé à assurer de ces commandes au Canada, mais il me semble que la négligence ou l'incompétence sont cause de ce que le Canada a failli d'obtenir une plus grande proportion de commandes pour certains articles que nous aurions pu fournir tout aussi bien que les Etats-Unis. Le député de Pictou a raison; aussi, le Gouvernement devra-t-il prendre ces remarques en bonne part et voir s'il pourrait

[Sir Robert Borden.]